



Les organisations de la société civile soulignent les limites de la nouvelle étude sur le modèle éducatif des écoles Bridge (Bridge International Academies) et appellent à la prudence dans l'interprétation des résultats

13 septembre 2022

À la lumière des normes relatives aux droits de l'Homme concernant le droit à l'éducation et de l'objectif de développement durable (ODD) 4, les organisations de la société civile signataires ci-dessous expriment de sérieuses inquiétudes quant aux implications potentielles de l'étude récemment publiée "*Can Education be Standardized ? Evidence from Kenya*" (L'Éducation peut-elle être standardisée ? Données du Kenya). **Nous exhortons les gouvernements et les autres parties prenantes à reconnaître les limites de cette étude, que certains chercheront à utiliser pour justifier l'expansion de l'offre éducative privée à but lucratif et des méthodes d'enseignement scénarisées¹. Il existe des approches bien établies pour relever les défis auxquels sont confrontés certains systèmes éducatifs et nous exhortons toutes les parties**

¹ L'enseignement scénarisé fait référence à des programmes d'enseignement basés sur des leçons très structurées, avec des allocations de temps spécifiques pour enseigner des compétences spécifiques, à l'aide d'un guide écrit de ce que l'enseignant-e doit dire mot à mot.

prenantes à se concentrer sur les stratégies et les politiques éducatives qui ont fait leurs preuves en matière d'éducation inclusive, équitable et de bonne qualité, et qui contribuent à renforcer l'éducation publique pour toutes et tous.

L'étude susmentionnée, publiée le 5 juin 2022 par le *Development Innovation Lab* de l'Université de Chicago, détaille une étude quantitative menée de 2016 à 2018 sur les écoles *Bridge* (*Bridge International Academies* ou BIA). La recherche, qui utilise une méthode d'essais contrôlés randomisés (ECR), a étudié un groupe d'élèves qui avaient demandé l'une des 10 000 bourses de deux ans pour fréquenter les écoles Bridge et a comparé les résultats des tests entre celles et ceux qui avaient reçu la bourse de deux ans et celles et ceux qui ne l'avaient pas reçue.² L'étude affirme, sur la base de cette comparaison entre les bénéficiaires de la bourse et les autres, que les élèves du primaire qui ont fréquenté les écoles Bridge en bénéficiant de la bourse pendant deux ans ont amélioré leurs notes obtenues aux examens équivalant à une scolarité de 0,89 année supplémentaire pour les élèves du primaire, et de 1,48 année supplémentaire pour les élèves du préscolaire. L'étude conclut que le fait de fréquenter des écoles dispensant un enseignement hautement standardisé a le potentiel de produire des acquis d'apprentissage spectaculaires à une échelle plus large, ce qui suggère que les décideurs politiques pourraient souhaiter explorer l'incorporation de la standardisation, y compris la scénarisation des leçons, des observations et du suivi des enseignant-e-s dans leurs propres systèmes.

Alors que les auteurs affirment que leur étude fournit la preuve que l'enseignement scénarisé fonctionne, un examen de l'étude soulève un certain nombre de préoccupations en matière de politique et de droits de l'Homme, résumées ci-dessous :

1. Les acquis d'apprentissage rapportés dans l'étude ne sont pas nécessairement le résultat du modèle de "standardisation" de l'enseignement des écoles Bridge. Ces acquis ne peuvent pas être isolés d'une série d'autres facteurs.

L'étude constate des acquis d'apprentissage par rapport aux notes obtenues aux examens, et elle émet des hypothèses conséquentes selon lesquelles ces acquis seraient le résultat d'un enseignement scénarisé. Cependant, les acquis relatifs aux notes obtenues aux examens mis en évidence par l'étude sont probablement attribuables à toute une série de différents facteurs, y

² Il est important de noter que seul un tiers des lauréats de bourses d'études ont effectivement accepté la bourse et ont choisi de fréquenter les écoles Bridge. Les deux autres tiers des lauréats ont fini par aller dans des écoles publiques ou d'autres écoles privées.

compris des heures d'enseignement plus longues, une semaine scolaire plus longue, des classes plus petites et potentiellement d'autres conditions sociales et économiques dans les communautés, plutôt que principalement un enseignement scénarisé ou une "standardisation". Il est fort possible que ces aspects de l'expérience d'apprentissage soient à l'origine des meilleures notes des élèves qui ont obtenu une bourse dans les écoles Bridge par rapport aux élèves qui n'en ont pas obtenue. De nombreuses variables et des facteurs complexes entrent en jeu dans l'équation de l'apprentissage ; ce qui devrait justifier des conclusions beaucoup plus prudentes.

2. Les leçons scénarisées et les modèles d'enseignement standardisés ne représentent pas une éducation de bonne qualité ; un grand nombre d'ouvrages universitaires soutiennent qu'ils sont moins efficaces et qu'ils engendrent des inégalités dans l'éducation et entre les élèves.

Bien que l'étude avance que c'est spécifiquement le modèle de standardisation qui a amélioré les résultats scolaires des élèves, de nombreux travaux universitaires³ soutiennent le contraire et critiquent à la fois la standardisation et le programme scolaire scénarisé en particulier. Le programme scolaire scénarisé contrôle les mouvements de l'enseignant et de l'élève d'un moment à l'autre d'une manière prédéterminée, pré-rythmée et préstructurée. Il y a peu de place pour la créativité ou l'originalité, tant pour les enseignant-e-s que pour les élèves.⁴ Ces structures d'apprentissage n'intègrent guère ce que nous savons sur la façon dont les enfants apprennent et grandissent.⁵ De nombreux enseignant-e-s spécialisés en alphabétisation qui ont étudié les programmes d'études scénarisés ont émis des critiques sévères.⁶ Ces critiques portent notamment sur le fait que l'enseignement scénarisé peut être moins efficace que l'enseignement non scénarisé, et être contraire à l'éthique et inéquitable. Au regard du droit international relatif

³ Voir Fitz, J. A., & Nikolaidis, A. C. (2020). A democratic critique of scripted curriculum. *Journal of Curriculum Studies*, 52(2), 195-213.; MacGillivray*, L., Ardell, A. L., Curwen, M. S., & Palma, J. (2004). Colonized teachers: Examining the implementation of a scripted reading program. *Teaching Education*, 15(2), 131-144.; F.I. Ceron, "Beyond school effects: the impact of privatization and standardization of school systems on achievement inequality in Latin America", 2016, https://www.a-id.org/wp-content/uploads/2016/11/education_21.pdf;

⁴ Mahiri, J. (2005). De 3 R's to 3 C's: Corporate Curriculum And Culture in Public Schools. *Social Justice*, 32(3 (101)), 72-88. <http://www.jstor.org/stable/29768322>

⁵ Ibid.

⁶ Voir Allington, R. 2006. Reading lessons and federal policy making: An overview and introduction to a special issue. *Elementary School Journal*, 107(1): 3-15.

Schweinhart, L. J. and Weikart, D. P. 1997. The High/Scope curriculum comparison study through age 23. *Early Childhood Research Quarterly*, 12(2): 117-143.

aux droits de l'Homme, une éducation de bonne qualité doit être acceptable et adaptable.⁷ Cela implique, entre autres, que les programmes et les méthodes d'enseignement répondent aux objectifs de l'éducation et soient culturellement appropriés, et que l'éducation soit flexible afin de pouvoir s'adapter aux besoins des sociétés et des communautés en mutation et répondre aux besoins des élèves dans leurs divers contextes sociaux et culturels⁸, ce qui contraste avec les méthodes d'enseignement scénarisées utilisées par Bridge.

3. Les modèles éducatifs qui ne tiennent pas compte des droits des enseignant-e-s sont contraires à l'éthique, érodent la profession d'enseignant-e et violent les droits de l'Homme.

L'étude indique que les enseignant-e-s des écoles Bridge étaient "payé-e-s environ 10 100 KES par mois" alors que les enseignant-e-s des écoles primaires publiques étaient "payé-e-s entre 30 000 et 50 000 KES". Le montant versé aux enseignant-e-s de Bridge est bien inférieur au salaire minimum en vigueur au Kenya⁹ et ils ont des horaires de travail beaucoup plus longs. Le modèle Bridge promeut l'exploitation, des salaires bas et de longues heures de travail pour les enseignant-e-s en se justifiant par le fait que leurs enseignant-e-s sont moins instruit-e-s et moins qualifié-e-s que les enseignant-e-s des écoles publiques. Les auteurs de l'étude semblent considérer cela comme positif, en faisant une comparaison avec la standardisation des tâches de production d'entreprises telles que Walmart ou McDonald's. Selon le droit international relatif aux droits de l'Homme, les conditions matérielles du personnel enseignant doivent¹⁰ En outre, les organes de surveillance des traités des Nations unies ont souligné à plusieurs reprises que les écoles devraient garantir un nombre suffisant d'enseignant-e-s qualifié-e), recevant une formation préalable et continue de bonne qualité avec des éléments intégrés sur la sensibilité au genre, la non-discrimination et les droits de l'Homme, et que toutes et tous les enseignant-e-s

⁷ [Comité des droits économiques, sociaux et culturels - Observation générale No.13: Le droit à l'éducation, paragraphe 6.](#)

⁸ [Comité des droits de l'enfant, Observation G'énérale No. 1.](#)

⁹ <https://teachersupdates.co.ke/events/uhuru-increases-minimum-wage-by-12/>

¹⁰ Voir le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, art. 13.2.e.

devr^{11[06]}. Cependant, la pratique des écoles Bridge citée par l'étude porte atteinte à ces droits de l'Homme ainsi qu'au droit^{12[06]} et les États doivent immédiatement y remédier, également¹³¹⁴

4. Le soutien financier reçu pour l'étude soulève de sérieuses inquiétudes quant au parti pris du financement

L'étude a reçu des fonds de plusieurs organisations qui, au moment de l'étude, étaient des investisseurs ou étaient directement affiliées à des investisseurs des écoles Bridge. Il s'agit notamment de la Banque mondiale, qui a financé l'étude par le biais de quatre programmes différents, a contribué à la recherche et a investi 13,5 millions de dollars dans Bridge à travers sa branche du secteur privé, la Société financière internationale (IFC, sigle en anglais), ainsi que la Fondation Bill et Melinda Gates et le Réseau Omidyar (*Omidyar Network*).¹⁵ Plusieurs des bailleurs de fonds cités dans l'étude sont partisans d'un rôle accru du secteur privé commercial dans les systèmes éducatifs des pays du Sud, où l'enseignement scénarisé et les modèles éducatifs standardisés ont été introduits/fournis par des acteurs à but lucratif. Ce parti pris potentiel soulève des questions sur la validité et l'intégrité des conclusions de l'étude qui pourraient avoir un impact sur les décisions futures d'investissement dans le modèle d'enseignement scénarisé suivi par Bridge.

5. L'étude ignore le contexte plus large du comportement problématique de Bridge en tant qu'entreprise.

¹¹ Voir [l'Observation générale no. 13: Le droit à l'éducation, paragraphe 6 du Comité des droits économiques, sociaux et culturels et l'Observation Générale No. 1. du Comité des droits de l'enfant](#). Le Kenya est un État partie aux deux traités internationaux (PIDESC et CIDE) qui imposent des obligations juridiquement contraignantes à l'État.

¹² Recommandation OIT/UNESCO concernant la condition du personnel enseignant (1966)

¹⁴ L'un des principaux objectifs visant à assurer une éducation de qualité inclusive et équitable et à promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie pour tous (ODD 4) est d'augmenter considérablement l'offre d'enseignant·e·s qualifié·e·s - possédant les qualifications minimales requises - d'ici 2030.

¹⁵ L'étude indique que la Société financière internationale (IFC, sigles en anglais) de la Banque mondiale, Bill Gates et le Réseau Omidyar (*Omidyar Network*) ont investi dans Bridge. Elle énumère les bailleurs de fonds de l'étude : le Fonds d'évaluation de l'impact stratégique de la Banque mondiale (SIEF, sigles en anglais), le programme Knowledge for Change de la Banque mondiale (KCP), le Budget de soutien à la recherche de la Banque mondiale (RSB, sigles en anglais), la Pratique mondiale de l'éducation de la Banque mondiale (GEDDR, sigles en anglais), L'Initiative éducation post-primaire de J-PAL (EPP), la Fondation Bill et Melinda Gates et l'Initiative pour l'éducation du Réseau Omidyar, qui est devenue Imaginable Futures en 2020. Le programme de bourses d'études a été financé par UnitedWeReach.

Au-delà des constatations spécifiques, les conclusions de l'étude ignorent le contexte plus large du comportement profondément préoccupant de Bridge en tant qu'entreprise, notamment en ce qui concerne [les violations des droits des travailleurs](#), le harcèlement et l'intimidation des communautés et de celles et ceux qui les critiquent,¹⁶ le [non-respect du programme scolaire kenyan](#) et les [allégations d'abus sexuels sur enfants](#), comme l'attestent un certain nombre de plaintes déposées auprès de l'organe de contrôle de l'IFC. Elle passe également sous silence les principales préoccupations que suscite ce modèle d'enseignement privé à bas coût, qui entraîne une ségrégation et une stratification au sein du système éducatif, exclut de manière disproportionnée les filles, les enfants handicapés et les plus pauvres, et mine l'enseignement public.¹⁷

6. L'étude ne tient pas compte d'un changement de politique majeur au sein de nombreuses organisations internationales, qui prennent leurs distances par rapport à l'enseignement privé à but lucratif et privilégient l'enseignement public.

Depuis que l'étude a été réalisée, diverses organisations internationales, y compris celles qui finançaient auparavant des acteurs privés à but lucratif, ont modifié leurs politiques pour rejeter cette approche et privilégier l'éducation publique.

Une [résolution de 2018 du Parlement européen](#) a déclaré que l'Union européenne et ses États membres ne doivent pas utiliser l'argent de l'aide au développement pour financer des établissements éducatifs commerciaux à but lucratif, ce qui a été suivi par la décision du Partenariat mondial pour l'éducation, dans sa [Stratégie de collaboration avec le secteur privé de 2019](#), d'interdire le financement des prestataires des services éducatifs de base à but lucratif. Le [Rapport mondial de suivi sur l'éducation 2021](#) de l'UNESCO a confirmé que « la recherche du profit est incompatible avec l'engagement à garantir la gratuité de l'enseignement préscolaire, primaire et secondaire. »

Plus récemment, en mars 2022, l'IFC de la Banque mondiale a [cessé ses investissements dans les écoles Bridge](#), suite à une série de plaintes officielles, après avoir investi un total de 13,5 millions de dollars depuis 2014. En juin 2022, l'IFC a [prolongé indéfiniment](#) son [engagement](#)

¹⁶ Voir [Arrest of Curtis Riep](#) et [legal gag on the Kenyan Teachers Union](#).

¹⁷ Voir par exemple le rapport de la Rapporteuse spéciale sur le droit à l'éducation, 2019, ([A/HRC/41/37](#)) ; les [Observations finales concernant le rapport du Kenya valant troisième à cinquième rapports périodiques](#), paragraphe 57 ; voir également les [Observations finales et recommandations de la CADHP sur le cinquième rapport périodique de la République d'Ouganda](#) ; et les [Observations finales et recommandations de la CADHP sur les huitième à onzième rapports périodiques combinés de la République du Kenya](#).

[historique de 2020](#) de geler tous les investissements directs et indirects dans les écoles privées payantes de la maternelle à la douzième année (K-12), en réponse à un [rapport](#) du Groupe d'évaluation indépendant sur les investissements de l'IFC dans les écoles privées K-12. [Dans sa réponse à l'évaluation](#), l'IFC a cité un certain nombre de défis liés à ces investissements, notamment la faiblesse des résultats financiers et le « risque que les investissements dans les écoles privées de la maternelle à la 12e année exacerbent les inégalités et aient des retombées involontaires et indésirables sur le système scolaire du secteur public. »

Malgré les preuves reflétées dans les décisions des organismes susmentionnés concernant les limites et les méfaits de l'approche à but lucratif et ses impacts négatifs en termes de pauvreté, d'inégalités et sur les systèmes éducatifs publics, et les inquiétudes soulevées quant au comportement de Bridge en tant qu'entreprise, nous regrettons que cette étude ait servi à légitimer l'entreprise et son modèle.

Au vu de ce qui précède, les organisations soussignées recommandent une lecture critique de cette étude et mettent fortement en garde contre l'utilisation de ses conclusions pour promouvoir ou financer le modèle utilisé par *Bridge International Academies* (rebaptisé *NewGlobe*) ou des approches similaires. Nous recommandons, sur la base de preuves disponibles, que les gouvernements ne s'appuient pas sur des modèles d'enseignement scénarisés et standardisés pour relever les défis de leurs systèmes éducatifs. Au contraire, ils devraient concentrer leur attention sur les stratégies et les approches éducatives qui ont fait leurs preuves en matière d'éducation inclusive, équitable et de qualité, comme le prouvent par exemple un certain nombre [d'exemples réussis](#), et qui contribuent à renforcer l'éducation publique pour toutes et tous, dans le respect du droit international relatif aux droits de l'Homme. Ces stratégies devraient inclure :

- Des investissements financiers continus dans l'enseignement *public*, principalement en mobilisant des ressources nationales et surtout en investissant dans la formation d'enseignant·e·s hautement qualifié·e·s ;
- Le maintien du respect des normes qui exigent que les écoles disposent d'un environnement d'apprentissage sain et sûr, avec des installations d'eau et d'assainissement et des salles de classe adéquates ; que le nombre d'élèves par enseignant·e soit suffisant, ainsi que les manuels et autres matériels scolaires ; que les enseignant·e·s soient qualifié·e·s, régulièrement formé·e·s et employé·e·s dans des conditions de travail bonnes et équitables ;

- La mise en œuvre d'une éducation pertinente au niveau local et qui favorise la justice sociale et l'équité ;
- Le renforcement de la redevabilité/reddition des comptes en matière d'éducation par la participation des enseignant·e·s et des communautés, plutôt que de promouvoir des mécanismes de redevabilité basés sur des tests et des résultats ;
- L'assurance que les parties prenantes de l'éducation, dans tous les domaines, puissent participer largement et activement aux décisions politiques en matière d'éducation.

Signataires

1. Actionaid International
2. Africa Network Campaign on Education for All (ANCEFA)
3. Alliance Globale pour l'Éducation et le Développement (AGEDE), Niger
4. Brazilian Campaign for the Right to Education
5. Campaign for Popular Education (CAMPE), Bangladesh
6. Civil Society Network for Education Reforms (E-Net Philippines)
7. Coalition for Transparency and Accountability in Education (COTAE), Liberia
8. Coalition Nationale Malgache pour l'Education Pour Tous (CONAMEPT), Madagascar
9. Coalition pour l'Education Pour Tous BAFASHEBIGE, Burundi
10. Construisons Ensemble le Monde (ONG CEM), République Démocratique du Congo
11. Coordination Nigérienne pour l'Education à la Non-Violence et à la Paix (CNE-NVP)
12. Corporate Accountability and Public Participation for Africa (CAPPA)
13. East African Centre for Human Rights (EACHRights), Kenya
14. Euskal Eskola Publikoaren Aldeko Plataforma (Platform for the Defence of the Basque Public School)
15. Education For All Sierra Leone Coalition (EFA-SL)
16. Education International
17. Equal Education Law Centre
18. Eurodad
19. Fédération Nationale des Enseignants et éducateurs sociaux du Congo/Union Nationale des Travailleurs du Congo (FENECO/UNTC), République Démocratique du Congo
20. Global Campaign for Education (GCE)
21. Global Initiative for Economic, Social and Cultural Rights (GI-ESCR)
22. Global Justice Now (UK)
23. Initiative for Social and Economic Rights (ISER), Uganda
24. Mouvement Ivoirien des Droits Humains (MIDH), Côte d'Ivoire
25. National Campaign for Education Nepal (NCE Nepal)
26. National Education Union (NEU)
27. Oxfam International
28. Réseau Ivoirien pour la Promotion de l'Education pour Tous (RIP-EPT)

29. Réseau Nigérien pour la Défense des Droits de l'Enfant et de la Femme (RENIDEF)
30. Right to Education Initiative (RTE)
31. RTE Forum India
32. Solidarité Laïque
33. Syndicat National Autonome de l'Enseignement Secondaire (SNAES), Cameroun.
34. Syndicat National des Agents de la Formation et de l'Éducation du Niger (SYNAFEN)
35. TEACH Côte d'Ivoire (République de Côte d'Ivoire)
36. World Organization for Early Childhood Education (OMEP)
37. Young Men Action for Education (YMAEONG), DRC
38. Union Nationale des Formateurs de l'Enseignement Technique et Professionnel de Côte d'Ivoire (UNAFETPCI SOLIDARITE)